

Pointe-Calumet, 14 février 2005

Monsieur Joseph Zayed,  
président  
Commission du BAPE  
a/s Madame Suzanne Bouchard  
575, rue St-Amable, Bureau 2.10  
Edifice Lomer Gouin  
Québec (Qc) G1R 6A6

**208**

**DM15**

Les effets potentiels du projet d'exploitation d'une mine et d'une usine de niobium à Oka sur les eaux de surface et les eaux souterraines ainsi que sur leurs utilisations

**Oka**

**6211-08-003**

Monsieur Zayed,

Lors de la tenue des audiences publiques du 17 au 20 janvier dernier, plusieurs questions sont restées avec des réponses vagues de la part du ministère de l'environnement et aucun engagement de la part de Niocan. Nous réitérons donc notre demande.

Nous sommes citoyens de Pointe-Calumet. L'approvisionnement en eau potable a toujours été un problème dans notre région. De par sa qualité instable ainsi que de sa rareté. En été, plusieurs citoyens de Pointe-Calumet devaient prendre leur douche de nuit et n'avaient pas d'eau suffisante pour faire leur lessive.

Depuis le 4 janvier 2005, St-Joseph-du-Lac et Pointe-Calumet sont alimenté par un nouveau réseau d'eau potable puisée dans le parc d'Oka. Avec ce réseau est venu la promesse d'une eau de qualité et en quantité suffisante pouvant même fournir les nouveaux quartiers résidentiels en développement. Selon notre maire, Monsieur Jacques Séguin, les coûts de ce nouveau réseau sont de 5 000 000 \$.

Lors de la présentation publique du projet d'approvisionnement en eau potable, les hydrogéologues de la firme Agéos ont souligné la qualité exceptionnelle de l'eau ainsi que les difficultés rencontrés afin de trouver une source qui pouvait répondre aux besoins des municipalités. Dans le périmètre du parc d'Oka plusieurs forages ont été fait, plusieurs sources ne répondait pas à la qualité et la quantité souhaités. Un seul emplacement s'est avéré fructueux avec une eau exceptionnellement de bonne qualité.

Cette source est actuellement alimentée par des eaux du Lac des Deux-Montagnes avec une alimentation minimale des eaux des sources environnantes et des eaux d'inondation. La firme Agéos a produit l'étude hydrogéologique complète concernant le puisage d'eau potable pour les municipalités de St-Joseph-du-Lac et de Pointe-Calumet. Une copie intégrale a été déposée au ministère de l'Environnement en janvier 2004.

L'exploitation minière Niocan prévoit déverser les eaux d'exhaure dans le ruisseau Rousse ce qui augmentera considérablement le débit du ruisseau. Celui-ci se déverse actuellement dans la Grande-Baie située à proximité des puits d'eaux potables.

Nous avons fait part de nos inquiétudes aux hydrogéologues d'Agéos. Selon Madame Benhouhou, aucune étude n'a été faite concernant l'impact de l'augmentation du débit du ruisseau Rousse sur le changement de tracé et sur le mouvement des sédiments de la Grande-Baie et comment cela affectera la qualité de l'eau des puits.

Le document publié par la Mine Niobec, situé au Saguenay, nous laisse croire que le projet d'exploitation minière Niocan peut être un danger potentiel pour les puits d'eau potable situé à moins de 5 km du site prévu et à moins d'un km de la zone inondable de la Grande Baie où se déverse le ruisseau Rousse.

En 1994, Niobec a fait un investissement de 2 000 000 \$ afin réduire la toxicité de leurs effluents dans le ruisseau Cimon. Malgré cet investissement important, Niobec a réduit l'indice de Chimiotox de seulement **20%**.

(réf. en lien : [http://www.slv2000.qc.ca/bibliotheque/centre\\_docum/protection/050\\_f.pdf](http://www.slv2000.qc.ca/bibliotheque/centre_docum/protection/050_f.pdf))

Au delà des impacts environnementaux ceci est aussi une question de Santé Publique.

Qui paiera la facture dans un cas de contamination? (en annexe : Parution La Voix de l'Est.doc)

Nous avons maintenant besoin de garanties de la part de Niocan.

Nous avons déjà fait parvenir en avril 2004, une liste de questions sur l'impact d'un projet minier à proximité des puits d'approvisionnement en eau potable de St-Joseph-du-Lac et Pointe-Calumet, au ministre de l'Environnement, Monsieur Mulcair. Nous avons jamais reçu de réponse claire ni du ministère, ni du promoteur pour ces questions. (en annexe : Puits-Niocan 10-04-04.doc)

- Nous demandons à Niocan de fournir aux maires des municipalités de St-Joseph-du-Lac et de Pointe-Calumet, M. Richard Séguin et M. Alain Guindon, la liste complète des contaminants organiques, chimiques et radioactifs qui seront présents dans les eaux d'exhaure.
- Et dans un cas de contamination graduelle ou accidentelle, nous demandons à Niocan de s'engager à payer et effectuer rapidement toute décontamination, voir même à garantir l'approvisionnement en eau potable aux citoyens de St-Joseph-du-Lac et Pointe-Calumet.

L'eau potable est une ressource trop précieuse pour négliger l'ampleur des impacts possibles et nous amène à demander des garanties de la part de Niocan.

Nous espérons que la commission actuelle émettra des réponses justes et claires à chacune de nos questions déjà posées ainsi qu'à nos demandes.

Nos salutations,

Linda Besner et Christopher Isaac Larnder  
citoyens de Pointe-Calumet  
membres du comité de citoyens

C.C.

M. Jean Charest, Premier ministre du Québec

M. Thomas J. Mulcair, ministre de l'Environnement

M. Philippe Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux

M. Jean-Marc Fournier, ministre des Affaires municipales, du sport et des loisirs

M. Sam Hamad, ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs

Mme Françoise Gauthier, ministre de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation

Mme Denise Beaudoin, députée de Mirabel

Mme Hélène Robert, députée de Deux-Montagnes

M. Jacques Séguin, Maire de Pointe-Calumet

M. Alain Guindon, Maire de St-Joseph-du-Lac

M. André Bouthiller, président du groupe de citoyens Eausecours

Pointe-Calumet, le 19 avril 2004

Monsieur Thomas J. Mulcair,  
ministre de l'Environnement  
Édifce Marie-Guyart, rez-de-chaussée  
675, boulevard René-Lévesques Est, 30<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5V7

**Objet : Impact du projet de développement minier et d'une usine de niobium sur les puits d'approvisionnement en eau potable des municipalités de Pointe Calumet et de Saint-Joseph-du-Lac.**

Monsieur le Ministre,

En février dernier nous avons fait part à la municipalité de Pointe-Calumet de nos inquiétudes face au projet de puisage d'eau potable dans le parc d'Oka.<sup>1</sup> Suite à notre demande, une soirée d'information publique avait lieu mardi, le 9 mars, pour les citoyens des deux municipalités concernés. Malgré la diffusion d'un avis de convocation 24h avant la tenue de cette soirée, plusieurs citoyens étaient présents. La soirée était organisée par les maires M. Guindon et M. Séguin, la firme d'hydrogéologues Agéos représentée par M. Denis Richard et Mme Yamina Benhouhou et l'absence remarquée de votre ministère.

À notre connaissance le mandat de votre ministère et de nos municipalités est d'évaluer le projet des puits d'eau potable dans le contexte actuel du parc d'Oka. Dans ce contexte, nous avons aucune objection fondamentale face à la qualité du projet et nous croyons que nos municipalités ont bien répondu à leur mandat.

Nous espérons que vous irez de l'avant pour accorder sans délai, les permis nécessaires à la réalisation du puisage d'eau potable dans le parc d'Oka qui servira à alimenter les citoyens de Pointe-Calumet et de St-Joseph-du-Lac dont certains d'entre eux sont en pénurie d'eau depuis 15 ans. Nous espérons que ce dossier soit une priorité à votre ministère.

Cependant, il nous semble que toutes les questions soulevées autour de la possible cohabitation d'une exploitation minière à proximité des puits relèvent des études sur les impacts du projet minier Niocan dans la région, ce qui dépassent le mandat de la firme Agéos ainsi que de la responsabilité des municipalités impliquées. Nous croyons qu'il appartient au ministère de l'Environnement de répondre à ces questions.

1) c.c. ministère de l'environnement

Vous trouverez en annexe des questions qui ont été soulevées par de simples citoyens et qui sont restées sans réponse. Sans doute beaucoup d'autres questions s'ajouteraient à cette liste suite à la réflexion d'experts. C'est pourquoi, nous vous demandons que le **Bureau des audiences publiques en Environnement** soit mandaté le plus tôt possible afin de répondre à tous les aspects du projet d'exploitation minière Niocan, par des **études indépendantes et complètes** de tous les impacts sur la santé, l'environnement et la qualité de vie des citoyens.

Depuis plusieurs années l'immense projet Niocan fait sa promotion dans la région. Pendant ce temps les questions des citoyens s'accumulent et restent jusqu'à ce jour sans réponse. Même l'étude partiel du BAPE s'est contentée d'analyser les études financées par les promoteurs de Niocan. En espérant incessamment une réponse positive à notre demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Linda Besner,  
Bernard Côté,  
Monique Lahaie,  
Eva Larraux,  
Christopher Isaac Larnder,  
Fatima Paço Rocchia,  
Denise Proulx,  
Stéphanie Savard,  
Valerie Viertel,  
Pierre Villeneuve

Citoyens de Pointe-Calumet et de St-Joseph-du-lac

c.c.

**M. Jacques Séguin**, *Maire de Pointe-Calumet*  
**M. Alain Guindon**, *Maire de St-Joseph-du-Lac*  
**M. Philippe Couillard**, *Ministre de la Santé et des Services sociaux*  
**M. Jacques Chagnon**, *Ministre de la Sécurité publique du Québec*  
**Mme Brigitte Bérubé**, *Directrice régionale, Ministère de l'environnement*  
**Mme Hélène Robert**, *députée de Deux-Montagnes*  
**Mme Denise Beaudoin**, *députée de Mirabel*  
**M. Louis-Gilles Francoeur**, *journaliste, Le Devoir*  
**M. Henri Aubin**, *journaliste, The Gazette*  
**M. Rémi Binette**, *journaliste, L'éveil*  
**M. Benoit Bilodeau**, *journaliste, L'éveil*  
**M. Donald Brouillette**, *journaliste, Le Courrier*  
**M. Charles Côté**, *journaliste, La Presse*  
**M. Patrick Lejtenyi**, *journaliste, Mirror*  
**M. François Desmeules**, *rédacteur en chef, Voir*

Dans son plan d'exploitation, le projet Niocan prévoit déverser les eaux d'exhaure dans le ruisseau Rousse. Ce dernier verra son débit augmenté d'environ 4 fois le niveau actuel. Le groupe Agéos nous confirme que cet aspect n'a pas été considéré dans leur étude. Plusieurs questions découlent de ce fait :

- Comment le milieu aquifère réagira-t-il à cette augmentation soudaine et continue de son débit ?
- Comment en sera affecté le tracé de la rivière ?
- Y aura-t-il subdivision de la rivière ?
- Affectera-t-il la limite de la zone inondable autour de la Grande-Baie ?
- Affectera-t-il la zone de captage des puits d'approvisionnement ?
- Quels sont tous les contaminants déversés par Niocan dans la rivière Rousse ?
- Y a-t-il présence d'arsenic, de mercure, de plomb comme chez Niobec ?
- Y a-t-il des risques de contamination chimique des puits d'approvisionnement ?
- Y a-t-il des risques de contamination par les poussières ou les fumées des usines Niocan ?
- Comment les contaminants affecteront-ils les sédiments de la Grande-Baie et de la zone inondable ?
- Y a-t-il des risques de déversement accidentel ?
- Y a-t-il risque de contamination au radon ou au thorium ?
- Comment voyagent dans l'eau les gaz radons 222 ?
- Quel est la limite acceptable de ce gaz dans l'eau potable ?
- Quel est le potentiel des impacts négatifs sur la santé face à un scénario de contamination des puits ?
- Quelles sont les mesures mises en place pour étudier les effets cumulatifs et combinés des contaminants déversés par les eaux d'exhaure et les autres contaminants déjà présents dans le ruisseau Rousse?
- L'eau potable conservera-t-elle d'année en année la même qualité que celle que l'on lui connaît aujourd'hui ?

Parution dans La voix de l'Est,

Opinion, mardi 15 février 2005, p.14 La voix des lecteurs

Citoyennes et citoyens de Roxton Pond,

Le 6 décembre dernier, je confirmais, aux autorités de votre municipalité, l'admissibilité de leur projet à l'aide financière prévue au programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000. Je confirmais aussi dans cette lettre qu'un protocole d'entente contenant des conditions particulières leur serait transmis dès que les étapes administratives seraient complétées. Ces étapes sont terminées, et j'ai transmis une copie du projet du protocole que je désire conclure avec votre municipalité afin que les travaux puissent débiter le plus rapidement possible pour le plus grand bénéfice des citoyens de Roxton Pond, qui pourront bénéficier de l'aide financière qui y est prévue.

Je suis conscient de la controverse qui entoure ce protocole d'entente. J'ai eu l'occasion de discuter de ces questions avec des résidents de la région ainsi qu'avec Monsieur Bernard Brodeur, député de Shefford. Aussi, je tenais à vous faire part des préoccupations qui nous guident.

Lorsque j'ai rencontré le maire, Monsieur Raymond Loignon, et que j'ai analysé le projet, je voulais que les citoyens puissent profiter de l'aide gouvernementale et qu'ils aient accès rapidement à un réseau d'aqueduc et bénéficient d'une eau de qualité. Je n'étais cependant pas sans savoir que la ressource eau sur votre territoire semblait avoir été contaminée par un pollueur qui pouvait faire l'objet de poursuites en dommages de la part des personnes qui ont un intérêt légal pour intenter ces poursuites, soit les personnes dont les puits ont été rendus inutilisables par les rejets de contaminants dans le sol.

Malgré ce contexte, j'ai décidé de prioriser ce projet pour que la construction d'un réseau d'aqueduc se fasse le plus rapidement possible sans avoir à attendre la fin des procédures intentées contre le pollueur. J'ai donc rendu disponible un montant maximum de 7 273 722 \$ d'aide financière pour que les citoyens puissent bénéficier d'une eau de qualité.

Ce projet a été choisi parmi l'ensemble des demandes de toutes les municipalités du

Québec et parmi l'ensemble des besoins d'infrastructures municipales en eau potable lesquels sont évalués à plus de 900 M \$.

Toutefois, vous comprendrez que ma décision ne pouvait être prise sans l'ajout de conditions particulières au protocole de subvention pour tenir compte de la spécificité de ce projet ainsi que des objectifs de saine gestion et de protection des intérêts des citoyens de Roxton Pond d'une part et de ceux de l'ensemble du Québec d'autre part.

En effet, il ne pouvait être question de permettre que des fonds publics soient utilisés pour financer des travaux rendus nécessaires à cause des fautes qui pourraient être imputées à une tierce partie sans prendre des mesures responsables visant à récupérer ces fonds publics auprès de cette tierce partie qui pourrait être poursuivie pour ses fautes. Agir autrement aurait lancé un bien mauvais message aux pollueurs du monde entier, une sorte de permission de polluer impunément ce qui n'est pas compatible avec les objectifs et les valeurs du présent gouvernement.

C'est ainsi que les conditions particulières ont été incluses dans le protocole de subvention. Elles visent le remboursement des indemnités et des dédommagements qui pourront être recouvrés du pollueur en faveur des trois ordres de gouvernement soit, la municipalité, le gouvernement du Québec et celui du Canada ainsi que leurs contribuables respectifs.

Par ailleurs, comme il m'apparaît que les citoyens de Roxton Pond sont ceux qui sont les plus durement touchés par la contamination de l'eau et qui en subissent directement les conséquences, j'ai décidé qu'ils devaient être les premiers à pouvoir bénéficier d'un remboursement par le pollueur.

Le protocole a donc été rédigé pour permettre que la première partie d'un éventuel dédommagement versé par la compagnie Stanley pour les travaux d'alimentation et d'approvisionnement en eau potable ainsi que pour la construction du réseau d'aqueduc soit affectée au paiement de l'investissement que la municipalité doit supporter à l'égard des coûts admissibles au projet. La municipalité pourra aussi déduire conformément au protocole des honoraires pour ses avocats et ceux de ses citoyens. C'est seulement après que ces coûts auront été comblés que les gouvernements provincial et fédéral pourront eux aussi obtenir un remboursement à

partir du solde de l'indemnité versé par le pollueur.

Toujours dans le but de bien s'assurer que les mesures ont été prises pour récupérer le coût des montants assumés pour réaliser les travaux rendus nécessaires à cause du pollueur, tout règlement ou entente conclu avec ce dernier devra être soumis au gouvernement.

Le protocole exige aussi que la municipalité obtienne des citoyens qui ont intenté un recours collectif une subrogation dans leurs droits relativement à la partie de ce recours qui concerne la construction d'un réseau d'aqueduc. Cette subrogation est essentielle dans la mesure où ce sont principalement les citoyens qui possèdent les droits d'action contre la compagnie Stanley. Il est important de souligner que la signature du protocole d'entente ne fera pas perdre aux citoyens leurs droits aux dommages personnels qu'ils réclament dans leur recours collectif notamment, les dommages reliés à la perte de valeur de leur propriété, la perte de jouissance des lieux ou les frais de raccordement au réseau. La subrogation ne vise que les conclusions du recours qui concernent la construction du réseau d'aqueduc, les travaux d'alimentation et d'approvisionnement en eau potable. Tout comme pour la municipalité, des frais encourus pour les services professionnels d'avocats pourront être déduits d'une éventuelle indemnité de Stanley, conformément au protocole.

J'espère que ces explications auront su mieux faire comprendre les objectifs et les préoccupations qui animent notre gouvernement dans ce dossier et sauront rassurer les citoyens et le conseil municipal de Roxton Pond. Cela est d'autant plus souhaitable que la signature rapide du protocole par les représentants de la municipalité permettra de débiter les travaux dès le dégel et ainsi rendre disponible un réseau d'aqueduc et une eau potable de qualité pour les résidents.

Jean-Marc Fournier, ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir